

REPÈRES. ANNIE LACROIX-RIZ

LE PAPE ET HITLER, JOHN CORNWELL (ALBIN MICHEL, PARIS, 1999, 504 P., 150 F)

Paru dans *La pensée*, n° 322, avril-juin 2000, p. 137-152.

I. DU STATUT PRÉCAIRE EN FRANCE DE L'HISTORIOGRAPHIE NON HAGIOGRAPHIQUE DU VATICAN :

Il est réjouissant que soit publié en français un ouvrage remettant en cause l'hagiographie cléricale qui tient ici une position hégémonique après avoir liquidé les débats historiques ouverts par les travaux importants – en particulier ceux de Saul Friedlander, de Gunther Lewy et du catholique Carlo Falconi – qui suivirent la représentation de la pièce *Le Vicaire* de Rolf Hochhuth en février 1963 à Berlin (puis ailleurs)¹. Remise en cause prudente, certes. John Cornwell s'efforce de se démarquer du camp historiographique qui a instruit depuis lors un procès « radical » contre Pacelli-Pie XII : il attaque durement l'homme de lettres allemand qui dressa un réquisitoire impitoyable contre l'attitude du pape à vis de l'extermination des juifs. La charge qu'il lance contre ce pionnier en alléguant ses erreurs grossières est injuste, celles-ci étant particulièrement peu nombreuses pour une telle œuvre, surtout compte tenu de l'époque de sa rédaction; elle semble attester, sinon un manque d'audace, du moins le souci de ce *catholique* institutionnel, mais tourmenté, de se « couvrir » vis à vis de son milieu. Cet assaut vise peut-être à faire mieux passer sa sévérité contre les hagiographes mobilisés au service de la canonisation de Pie XII : tels Lapidé, diplomate israélien qui impute au pape sur la base de témoignages le sauvetage de « 860 000 juifs », mais n'a pas « tiré profit des recherches de Falconi, alors même que son livre était paru deux ans plus tôt », et le père Gumpel, autre « défenseur farouche » de Pacelli qui récuse l'abondante documentation gênante (p. 473, 478-480). La tactique, si c'en est une, n'a pas suffi à sauver ce catholique original – britannique – des griffes d'une cohorte cléricale qui, en France, perd son sang-froid à chaque fois que son idole est touchée : intégristes avérés et libéraux présumés se retrouvent pour innocenter le pape de la Deuxième Guerre mondiale, « Il Tedesco », l'Allemand, comme le surnommaient les Polonais² et les Italiens.

Aimant à se poser en chef de la droite historique française, Pierre Chaunu dirige la croisade, dans le *Figaro* du 17 septembre 1999, apportant « en tant que protestant » sa solidarité au catholicisme romain, victime présumée d'« une opération contre l'Église catholique ». M. Chaunu tranche : « cela n'a aucune valeur historique », « dire que Cornwell est un historien, c'est un grand honneur. Je le vois plutôt en publiciste », etc. La disqualification est, sous nos cieux, de plus en plus systématiquement pratiquée, ce qui ne contribue pas à rétablir dans l'historiographie les excellentes traditions, aujourd'hui révolues, du débat. La thèse, démontrée depuis plus de trente ans, que Pie XII ne s'est « jamais élevé contre le nazisme », vaut au malheureux auteur la remarque : « c'est idiot ». L'affirmation, également démontrée de façon irréfutable, surtout depuis l'été 1942 où les États-Unis et leur truchement des « Nations Unies » lancèrent une campagne argumentée sur l'extermination des juifs, « Pie XII a toujours gardé le silence sur l'Holocauste alors qu'il était au courant », est balayée (« c'est faux »). M. Chaunu affirme sans rire que « la tradition, au Vatican, est de ne pas refaire le travail de son prédécesseur ». Postulat doublement faux : d'une part, Pie XI n'a *jamais* condamné le *nazisme*, en dépit de la légende (que Cornwell respecte d'ailleurs) relative à l'encyclique *Mit brennender Sorge*; d'autre part, la prose pontificale stigmatise *quotidiennement* depuis le 19^e siècle les maux diaboliques du « socialisme » puis du « communisme », avant et après Pie XII, donc.

Du côté des « libéraux », l'historien catholique Étienne Fouilloux était félicité en 1998 dans la revue de l'association (officiellement laïque) des professeurs d'histoire et de géographie, *Historiens et*

¹. Saul Friedlander, *Pie XII et le III^e Reich*, Paris, Ed. du Seuil, 1964, Jacques Nobécourt, "*Le Vicaire*" et *l'histoire*, Paris, Le Seuil, 1964, Gunther Lewy, *The Catholic Church and Nazi Germany*, London, Weidenfeld et Nicolson, 1964, traduit en français l'année suivante, Carlo Falconi, *Le silence de Pie XII 1939-1945, essai fondé sur des documents d'archives recueillis par l'auteur en Pologne et en Yougoslavie*, Monaco, Ed. du Rocher, 1965; le catholique Gordon Zahn, *German Catholics and Hitler's wars*, New York, Sheed and Ward, 1962, non traduit, avait anticipé le courant.

². Lettre 594 de Baelen, Varsovie 8 septembre 1949, Pologne 1944-1960, vol. 133, juillet 1949-juin 1950, relations avec le Saint-Siège, question juive, archives du Quai d'Orsay (plus loin, MAE).

Géographes, par Jean Peyrot, ancien président de ladite association pour la teneur de son dernier livre (*Les chrétiens français entre crise et Libération, 1937-1947*³, recueil de « quatorze articles déjà publiés dans diverses revues ou ouvrages collectifs (...) entre 1979 et 1996 », pour son sens de l'équilibre tant apprécié par l'idéologie « modérée » en vogue. L'hagiographe de M. Fouilloux profite de l'occasion pour taper sur de mauvais historiens (sans préciser qui il vise) : « Ce livre présente une autre originalité qui, à elle seule, est de grand prix. Actuellement, les partis pris idéologiques sont à la base de jugements qui se veulent nouveaux, au moins provisoirement et qui invoquent une démarche d'historiens parce que leurs auteurs observent le passé à travers l'examen unilatéral d'une ou deux source. Étienne Fouilloux affiche sa volonté d'échapper aux affrontements où tout devient flèche pour tirer sur les positions adverses. Il tient à prendre ses distances par rapport aux conflits de mémoire qui se déchaînent aujourd'hui et versent, soit dans l'apologétique, soit dans le dénigrement systématique »⁴. *Le Monde* daté du 17 septembre 1999 fait douter de la pertinence de cet éloge, car la critique de M. Fouilloux contre le livre de Cornwell diffère peu de la diatribe de M. Chaunu, modération apparente du style mise à part : « Cornwell n'apporte rien qui n'ait déjà été pesé et retourné dix fois » (par malheur, les historiens cléricaux n'en ont informé ni leurs lecteurs ni leurs étudiants); « la fiabilité de l'ensemble » souffre « d'assez nombreuses erreurs de détail » (dont certaines n'en sont pas, telle la définition de l'Action catholique comme « une forme anémiée de rassemblement dominé par les clercs » : les riches archives du Quai d'Orsay ne disent pas autre chose), etc. Tant de condescendance ôte jusqu'à l'envie de jeter l'œil sur un ouvrage médiocre qui n'apprendrait rien à personne.

Achevons sur les propos tenus au Figaro, le 17 septembre encore, sous le titre « Une machination contre l'Église », par le père jésuite Blet, auteur récent d'un ouvrage apologétique sur *Pie XII et la Seconde Guerre mondiale d'après les archives du Vatican*⁵, resucée des *Actes et Documents du Saint-Siège*. La thèse de ce catholique institutionnel – j'y insiste – s'apparenterait à « la légende noire sur Pie XII (...) téléguidée de l'Est par les Soviétiques », bien que, « pour le prouver, il n'y a[it] pas de documents, du moins pour l'instant » (la recherche approfondie a désormais plus de 30 ans...). Déniant à Cornwell l'identité d'historien, Blet, membre d'un ordre par essence ultramontain (dans la dépendance absolue du Vatican), se pose en historien objectif. Rappelons la singulière fonction d'« historien » que lui confia le Saint-Siège de Pie XII dans l'après-guerre et le statut de ces *Actes...* que Rome et les historiens labellisés ont érigés en ouvrage historique : Blet, spécialiste du renseignement, fut chargé à partir de 1948 du « microfilmage des archives [romaines] les plus sensibles » à mettre « en lieu sûr » sous couvert de « parer à une invasion soviétique! (*sic*) »⁶; puis, mandaté pour contrebattre la campagne anti-Pie XII consécutive à la diffusion de la pièce d'Hochhuth, il confectionna les *Actes...* avec trois autres confrères jésuites, dont le célèbre père Graham.

Survivant unique de cette équipe rédactrice, Blet pourrait sans doute préciser pourquoi la Curie a jugé nécessaire que parût en 1997 un résumé de cette production dont aucun historien indépendant n'a pu contrôler les sources soigneusement choisies. En vue de la canonisation de Pie XII, qui tient tant à cœur à Jean-Paul II, son digne héritier, et parce que le projet de Cornwell était connu de la Curie? En vue, ce qui n'est pas exclusif de la première hypothèse, de réagir à mon propre ouvrage, fondé sur des archives de première main, contrôlables par toute la communauté scientifique, *Le Vatican, l'Europe et le Reich de la Première Guerre mondiale à la Guerre froide (1914-1955)*⁷. J'ai peine à croire que M. Blet n'ait, de même que ses chefs, jamais vu ce livre résolument absent des bibliographies catholiques en général et de la sienne en particulier. Qui ne vénère pas le Vatican a donc droit, soit à un enterrement de première classe, conspiration du silence associée à des manœuvres aussi secrètes qu'efficaces⁸, soit à l'assaut en rangs serrés.

En revanche nos cléricaux, allergiques à tout esprit critique sur la Curie, fût-il modéré, ne redoutent pas les excès du dithyrambe pour leur camp : dans le numéro d'*Historiens et Géographes* où J. Peyrot s'émerveille de l'« originalité » de la pensée de M. Fouilloux résistant aux « partis pris

³. Le Seuil, 1997.

⁴. Jean Peyrot, *Historiens et Géographes*, n° 361, mars-avril 1998, p. 551 (et 552).

⁵. Plon, 1997.

⁶. Roger Faligot et Rémi Kauffer, *Eminences grises*, Paris, Fayard, 1992, p. 79.

⁷. Paris, Armand Colin, 1996.

⁸. Extrait du florilège dans ma contribution aux *Mélanges en l'honneur de Rolande Trespé*, « Dictature de la pensée conforme et chasse aux dissidents » (« II. La cabale des dévots »), à paraître.

idéologiques », Jean-Marie Hilaire, professeur à l'université de Lille, s'extasie sur plus de 4 pages sur *Pie XII et la Seconde Guerre mondiale* : le « recenseur » brûlant d'ardeur y décèle une confrontation des sources « tout au long du récit historique », et conclut ainsi son apologie d'un livre évidemment rédigé sur commande vaticane: « un ouvrage incontournable qui devrait trouver sa place dans les bibliothèques des lycées et des facultés ». ⁹. On croirait lire Serge Halimi sur la société de connivence et de révérence des journalistes à succès se congratulant sur leurs publications, et dénonçant avec autant d'allant les analphabètes et crétins osant exprimer un avis différent ¹⁰. Complaisance et flagornerie d'un côté, hargne de l'autre, surprenante, face à un auteur fort prudent.

II. QUID NOVI DANS LE LIVRE DE JOHN CORNWELL? EST-CE LE VRAI PROBLÈME?

Peut-on dire, comme le père Blet, que cet « ouvrage abonde en contradictions et [que s]es lacunes sont considérables » ¹¹? S'il y en a, elles ne se trouvent pas où le père jésuite les voit. Cornwell perçoit avec pertinence l'antisémitisme morbide du pangermaniste Pacelli, éclairé par nombre de travaux depuis plus de trente ans. Le descriptif haineux des révolutionnaires de Munich – marqué du terme obsessionnel de « juif » ou de « juif galicien » – rapporté ici ne diffère sans doute pas de celui des courriers explicites de Pacelli à la secrétairerie d'État entre Première Guerre mondiale et début des années 20, publiés par Emma Fattorini ¹². Interdit-on aux cléricaux de répéter leurs éloges? Cornwell a trouvé quelques documents nouveaux intéressants sur l'antisémitisme de Pacelli : notamment un texte original clair sur son refus de soutenir la communauté juive allemande en quête des « feuilles de palmier » indispensables à la célébration de la fête des Tabernacles (p. 93-94), dont Blet discute le sens évident; et un témoignage du procès en béatification (*Teste*) révélant qu'Eugenio Pacelli grandit avant 1914 dans un milieu intégriste violemment antisémite, anti-Lumières (déchaîné contre l'unité italienne et contre la France), anti-socialiste puis anti-bolchevique, formation qui constitue le fil rouge de sa carrière. Il montre que Pacelli fut un artisan majeur de la campagne « intégriste » menée par la Curie contre le courant « moderniste », c'est à dire prioritairement contre les États catholiques de l'Entente, Belgique et France (chapitres 2 et 3) et au bénéfice des empires centraux, en vue du conflit général imminent: le jeune fonctionnaire de la Curie fut en effet avec Gasparri l'un des maîtres d'œuvre de la rupture de 1904 entre Paris et le Vatican et de la gestion de ses lendemains.

Mais les archives du Quai d'Orsay et les archives publiées allemandes révolutionnent la question, et balayaient la thèse classique, reprise ici, d'une réaction du Vatican à l'insupportable « anticléricalisme » français : c'est pour plaire au Reich, soucieux de remplacer la France, protectrice par excellence du catholicisme en Orient, Proche et Extrême, que le Vatican, maître absolu des « missions », résolut au tournant du 19^e siècle et sur accord formel avec Berlin de rompre avec Paris et d'offrir à Berlin la succession missionnaire requise par le Kaiser : l'affaire fut sanctionnée en mai 1903 par le voyage spectaculaire de Guillaume II à Rome, acmé de « l'engouement teutomane » du pontificat de Léon XIII. Tous les prétextes furent bons depuis la dernière décennie du siècle pour jeter les cléricaux français contre leur propre État national. La révolte des congrégations téléguidée de Rome ne laissa pas au camp laïque d'autre choix que des mesures de *défense* : les « anticléricaux » français, Combes en tête, avaient tout fait pour éviter une rupture redoutée pour ses conséquences coloniales, et ils firent tout, en vain, pour tenter d'y parer ¹³.

⁹. *Historiens et Géographes*, n° 361, mars-avril 1998, respectivement p. 547-551 et 551.

¹⁰. *Les nouveaux chiens de garde*, Paris, Liber, 1997, en particulier chap. 4, « Un univers de connivences », *et passim*.

¹¹. Interview citée, *Le Figaro*, 17 septembre 1999.

¹². *Germania e Santa Sede: le nunziature di Pacelli tra la grande guerra e la Repubblica di Weimar*, Bologna, il Mulino, 1992.

¹³. Sur la base des fonds du Quai d'Orsay, série Nouvelle série 1897-1918 (NS), et de *Die grosse Politik der Europäischen Kabinette 1871-1914* (archives publiées allemandes), Annie Lacroix-Riz, « Forcing anti-français et idylle germano-vaticane des années 1890 à 1914: le miroir colonial des missions », communication au colloque « Delcassé et l'Europe à la veille de la Grande Guerre », 22 au 25 octobre 1998, Foix, *Actes* à paraître. Citation, lettre 70, confidentielle, de Nisard, ambassadeur à Rome-Saint-Siège, 6 mai 1903, NS, Saint-Siège, vol. 6, , relations avec l'Allemagne, 16 janvier 1902-25 novembre 1907, MAE.

Pour le reste, si Cornwell n'apporte rien de neuf, on ne saurait lui reprocher de tenter une synthèse, comme le font volontiers nos cléricaux depuis qu'ils disposent du monopole sur ce terrain¹⁴. Il a puisé dans la bibliographie existante, notamment les ouvrages essentiels de Friedlander, Falconi et Lewy (lequel n'est pas cité dans sa bibliographie générale), des données si solidement documentées que nul n'a pu jusqu'ici les réfuter. Il relève comme tous ses prédécesseurs l'obsession anti-bolchevique de la Curie en général, et de Pacelli en particulier. Il s'appesantit cependant trop, à mon avis, sur la « haine du bolchevisme », commune à Ratti, le pape Pie XI, et à son nonce puis secrétaire d'État, Pacelli (p. 128), et pas assez sur une motivation plus cruciale de la Curie : son attachement au germanisme en général et au Reich en particulier, qui succéda dans le cœur et la caisse du Saint-Siège à l'empire austro-hongrois en déclin, à l'agonie, puis mort. Et il omet une dimension essentielle de cette hantise, son usage de couverture universelle. Dès le début de sa nonciature en Allemagne, Pacelli usa tactiquement avec maestria du « péril rouge » qu'il traquait en tout lieu, même quand il n'y croyait pas un instant. Il sut en jouer, sur consigne allemande, pour faire, au sortir de la guerre, venir l'Italie à résipiscence, c'est à dire la ramener dans le giron germanique contre l'alliance française de guerre haïe. Les diplomates français et anglais n'entretenaient aucune illusion sur la véracité du thème, que le nonce maniait sans trêve en compagnie de ses amis allemands, du péril imminent d'installation du loup-garou bolchevique dans le Reich. Pacelli savait comme tous les « décideurs » internationaux que la révolution, écrasée ici du Nord (Berlin) au Sud (Munich) entre janvier et mai 1919, l'était pour longtemps. Il ne brandissait donc à tout moment « le spectre du bolchevisme [que] pour essayer de faire adoucir les conditions de la paix » (Charles-Roux) : ce paravent de la campagne en faveur d'une « paix douce » pour le cher Reich contre les projets français de « Versailles » indignait d'autant plus les Français, dans le secret des cabinets ministériels, que le pape du conflit, Benoît XV, était resté de marbre face aux souffrances des peuples alliés.

Une guerre plus tard, l'antienne anti-rouge offrit prétexte à rester coi sur l'extermination des juifs, dont le Vatican – la documentation originale le prouve depuis septembre 1939¹⁵ – n'ignora *jamais* rien. Pie XII et son secrétaire d'état Maglione purent donc ironiser en octobre et décembre 1942 à propos des « atrocités » anti-juives connues par le menu des décideurs du monde entier : « le Saint-Siège ne pouvait dénoncer des atrocités particulières (*specific*), mais (...) il avait souvent condamné les atrocités en général »; il « ne pouvait pas vérifier les rapports des Alliés concernant le nombre de juifs exterminés, *et caetera (sic)* »; « les rapports des Alliés sur les atrocités » comportaient « une certaine exagération pour des buts de propagande »; enfin, « lorsqu[e le pape] parlait des atrocités il ne pouvait nommer les nazis sans mentionner en même temps les bolcheviks ». Cette tarte à la crème anti-bolchevique, à laquelle Pacelli et les siens avaient recouru après la Première Guerre mondiale pour réclamer une « paix douce » pour le Reich, couvrit après la Deuxième Guerre mondiale une action conduite auprès des États-Unis (et avec leurs fonds) contre les pays de l'Europe orientale, simple continuation de celle de l'avant-guerre et de la guerre : le démantèlement d'un espace dévolu au Grand Reich¹⁶, objectif sans aucun rapport avec des « persécutions » anti-catholiques dont Cornwell reprend le thème rabattu mais erroné. La liste de l'usage *tactique* vatican – pas seulement pacellien – du père Fouettard rouge concurrence le bottin...

On pourrait aussi reprocher à Cornwell de ne pas connaître suffisamment son objet et de découvrir, comme en passant, des hommes de la Curie qu'il eût dû nous présenter d'emblée dans la mesure où ils constituent les pivots de la politique, non seulement de Pacelli, mais du Saint-Siège même. Les exemples abondent de cette carence, reflet d'une perception partielle d'une stratégie confondue avec le germanisme : cette ligne impliquait notamment, d'une part, la dévolution de l'ensemble de l'espace oriental au grand allié allemand (sans oublier la récupération des pertes

¹⁴. Voir notamment Jean Chelini, *Histoire de l'Église du Christ. L'Église sous Pie XII: la tourmente 1939-1945; l'après-guerre, 1945-1958*, Paris, Fayard, 1983 et 1989; Xavier de Montclos, *Les chrétiens face au nazisme et au stalinisme. L'épreuve totalitaire, 1939-1945*, Bruxelles, Complexe, 1991.

¹⁵. Voir *Le Vatican, l'Europe et le Reich* depuis le chapitre 1 ; sur la politique de provocation menée dans l'Italie agitée de 1918-19, p. 72-73 ; sur la Deuxième Guerre mondiale, chapitre 10.

¹⁶. Divers courriers, dont tél. 655 de François Charles-Roux, 14 mars 1919, *Saint-Siège 1918-1940*, vol. 10, Maglione et Pie XII, octobre et décembre 1942, *Foreign Relations of the United States*, 1942, vol. III, p. 772-777 cités, *Le Vatican*, respectivement p. 71-72 et 423-424. Sur la continuité du traitement vatican de l'Europe orientale, sur l'ensemble du siècle, *Le Vatican, passim* (pour l'après 1945, chapitre 11).

enregistrées du côté occidental, Alsace-Lorraine comprise), d'autre part, une alliance, *secondaire – car subordonnée à la priorité première – mais cruciale*, avec les États-Unis. Alliés inévitables, car Washington s'attacha, pendant tout le 20^{ème} siècle, à ce que ses relations avec Reich ne souffrissent pas trop des défaites qu'il avait contribué à lui infliger lorsqu'il en jugeait la concurrence et le danger excessifs. Sur la stratégie à l'Est, données de fond et responsables affectés à la tâche manquent ici à l'appel. Cornwell perçoit bien ici et là, notamment à l'occasion des guerres, l'intérêt porté par le Vatican aux Balkans, à l'origine du concordat de Serbie, concocté entre 1912-14, juste avant l'affrontement général, au terme des victoires remportées par les Serbes dans les guerres balkaniques contre l'empire ottoman; il mentionne d'ailleurs le rôle éminent de Pacelli dans cette machination contre un « État ennemi » (p. 70-80). Mais contrairement à ce qu'il pense, la décision ne fut prise ni contre ni « en dehors de Vienne », mais en concertation avec les Habsbourg, et dans l'attente de l'occupation imminente de cette nation haïe par les troupes austro-hongroises.

Les noms pivots de la ligne allemande et germano-américaine de la Curie, tous liés à Pacelli, ne sont donc mentionnés que comme par hasard, voire pas du tout; leur rôle clé dans des étapes majeures de l'action germano-vaticane est ignoré.

Maglione fut un des piliers du « parti allemand » de Rome pendant la Première Guerre mondiale. Il succéda en 1918 à Berne à Marchetti, dans une mission d'espionnage décisive, que le Vatican avait conduite au bénéfice de Vienne et Berlin depuis l'entrée en guerre en 1915 de l'Italie aux côtés de l'Entente (catastrophe pour les empires centraux, l'alliée des Français et des Anglais ayant officiellement chassé les personnalités germaniques d'Italie). Il n'apparaît, sans être présenté, qu'après la guerre (p. 115). Cornwell ne nous permet donc pas de comprendre pourquoi Pacelli, considéré dès 1920-1921 par les diplomates français comme candidat de Berlin à la papauté, le choisit comme secrétaire d'État (p. 279) quand lui échut la promotion allemande attendue depuis près de vingt ans : c'est que, après avoir servi le Reich en terre suisse jusqu'en 1926, Maglione fut chargé par Pie XI, son secrétaire d'État Gasparri et son nonce en Allemagne Pacelli de « casser » le camp catholique français dont la germanophobie gênait la Curie, à l'ère locarnienne de la fausse réconciliation franco-allemande : au poste de nonce en France, il acheva la liquidation de l'Action française entamée par la condamnation pontificale d'août-septembre 1926 et promut la Fédération nationale catholique du docile général de Castelnau. Rome et Berlin n'avaient à reprocher au groupement d'extrême droite que sa fâcheuse germanophobie, pas son antisémitisme viscéral ni sa haine de la république. L'auteur, qui semble tout ignorer de cette mission, ramène la condamnation de l'Action française, pas même datée, au souci de chasser « un dangereux intrus dans le catholicisme français » – il était temps, au bout de près de 30 ans d'intrusion – « et de combler le fossé qui avait divisé les catholiques » français (p. 217).

Ledochowski, fidèle des empires centraux et pion germanique dès avant 1914, fut nommé pendant la Première Guerre mondiale au poste clé de général des jésuites. Il fut à ce titre une des chevilles ouvrières de l'Anschluss concocté avec Berlin dès la défaite, et, plus largement de la poussée germanique vers l'Est (*Drang nach Osten*), sous couvert d'encourager l'uniatisme, vieille arme des Habsbourg catholiques contre l'Europe orientale, saisie intacte par les Hohenzollern puis par leurs successeurs. Ledochowski apparaît à la p. 241, sans que la mission des jésuites dans l'expansion européenne et mondiale du *Deutschtum* ait été préalablement exposée. Auprès du général des Jésuites et de la Curie officia pendant près de 50 ans un absent du livre, héros pourtant des ouvrages relatifs à la stratégie orientale du Vatican, qu'ignore l'auteur : André Szepticky, chef uniate investi depuis 1906 (par Pie X) de la conquête austro- puis germano-catholique de l'Ukraine, au poste épiscopal de Lemberg, en Galicie orientale, devenu Lvov sous la tutelle polonaise (puis Lwow à l'ère soviétique) : mort en novembre 1944, après le retour de l'Armée rouge en Ukraine qui sanctionnait l'échec de cette si ancienne obsession pontificale, le bénisseur de la Légion Galicia, massacreuse de juifs et de partisans, avait incarné la violence germanique de la guerre contre l'URSS. Autre absent, Mgr Seipel, clerc et chancelier d'Autriche à répétition avant sa mort en 1929, précoce rallié au nazisme, incarna, comme tous ses successeurs, l'adhésion de la Curie à l'Anschluss, que Cornwell ignore : la France le suivit à la trace, dans sa glorification permanente, en Europe et en Amérique, de ce « rattachement » réalisé, sur les plans diplomatique et militaire, par l'accord austro-allemand « militaire, politique et économique, non communiqué au Parlement », signé en mars 1926 sous le ministère d'un de ses

remplaçants occasionnels, son disciple et émule Ramek¹⁷ : l'ignorance du rôle tenu, sans trêve ni rupture *entre 1918 et 1938*, par la papauté – pas par Pacelli seul – dans la promotion de l'Anschluss, condition *sine qua non* des conquêtes territoriales ultérieures, constitue l'autre faiblesse majeure de cette biographie.

D'autres symboles du germanisme de la Curie et de Pacelli, hommes clés très souvent dès la Première Guerre mondiale, ne surgissent qu'au-delà de la p. 400 : le confesseur allemand Bea (422), ami des origines de la carrière allemande de Pacelli, comme l'Allemand Leiber et l'Allemande Josephine Lehnert, sœur Pasqualina, dont le récit des relations avec Pacelli fait osciller entre l'agacement et le sourire : Cornwell jure ses grands dieux que leurs rapports, commencés à Munich, furent strictement ancillaires, mais son insistance sur la présence obstinée de la nonne bavaroise auprès du « saint homme » susciterait des doutes chez le lecteur le plus naïf. La menace brandie par Göbbels fin mai 1937, quelques semaines après *Mit brennender Sorge*, de « sortir nos dossiers [sur...] quelques princes de l'Église » et ce qui filtra des procès de mœurs alors infligés aux clercs allemands mettent le dossier du côté des révélations croustillantes sur les mœurs vaticanes et du surnom de « frère Pascalino » donné à Pacelli par la *vox populi Romani*¹⁸. Tedeschini, un des piliers du « parti allemand » dès la Première Guerre mondiale, qui constitua le lien direct avec le chef du Zentrum Erzberger, pourvoyeur de la manne financière de Berlin, et dont toute la carrière fut liée à Berlin autant que celle de son ami Pacelli, n'est cité, sans être identifié, que 431. Pizzardo, autre pion germanique, surgit pareillement à la p. 425 : cette « créature de Gasparri » (secrétaire d'état de deux papes et prédécesseur direct de Pacelli à ce poste) reçut de Ratti-Pie XI dès le début de son pontificat l'Action catholique, italienne et internationale, considérée par les Français comme « agent de reconstitution des groupements politiques d'avant-guerre ou, à l'inverse, de désagrégation des nations nouvelles ». C'est avec Gasparri, Pacelli et lui que Berlin prépara en 1926, à la veille de l'entrée de l'Allemagne à la SDN, la collaboration, dans ce nouveau cadre commun, sur la « protection des minorités allemandes à l'étranger » : en bon français, l'usage tous azimuts des dites « minorités » en vue de l'invasion des pays d'Europe concernés. Pizzardo, secrétaire aux Affaires ecclésiastiques extraordinaires, était si dévoué au Reich qu'on l'annonça à la mi-décembre 1929 comme prochain nonce à Berlin, poste finalement dévolu à un autre féal : Orsenigo, chargé depuis 1925 à Budapest de la politique *allemande* du Vatican après avoir été l'adjoint de Pacelli à Munich.

Cornwell introduit Hudal, autre personnage clé, sans commentaire ni présentation p. 384. C'est Pacelli qui fit toute l'ascension de cet apôtre autrichien de l'Anschluss et de l'alliance entre l'Église et le nazisme, recteur depuis 1923 du collège teutonique (romain) de Sainte Marie de l'Anima : de ce repaire des planificateurs cléricaux de l'Anschluss et de l'alliance nazie, Pacelli, alors secrétaire d'État, devint en mars 1930 le « protecteur », à la suite d'un autre héraut de l'intégrisme germanophile, l'Espagnol Merry del Val (secrétaire d'état de Pie X) avant de céder ce poste, après son élection pontificale, à son secrétaire d'état Maglione. C'est Hudal, théoricien de l'antisémitisme « exterminationniste » – pour reprendre la terminologie de Daniel Goldhagen¹⁹ – que Pacelli, devenu Pie XII, chargea de discuter avec les Allemands de la déportation des juifs de Rome, qui se déroula en octobre 1943 sous ses fenêtres. C'est également Hudal qu'il affecta, aux côtés d'autres hommes de confiance, dont Montini, le futur Paul VI, placé au centre des intérêts à la fois allemands et américains de la Curie, à l'organisation des « Ratlines », filières de sauvetage des criminels de guerre mises en place dès 1943-44 et organisées à Rome grâce au financement américain dès avant la fin du conflit : ce chapitre est presque absent du livre, malgré quelques références au célèbre cas croate, abordé sans que la responsabilité de Pie XII, établie par les archives, soit admise (« l'or croate et l'organisation ODESSA », p. 333-335)²⁰.

¹⁷. *Ibid.*, *passim* (sur l'Anschluss de 1926 p. 144-147), et Hansjakob Stehle, *Eastern Politics of the Vatican 1917-1979*, Athens, Ohio, 1981.

¹⁸. Citation, *ibid.*, p. 285, Roger Faligot et Rémi Kauffer, *Eminences grises*, p. 65-67 et 75.

¹⁹. *Hitler's willing executioners. Ordinary Germans and the Holocaust*, New York, Little, Brown and Co, 1996 (traduction au Seuil, 1997), Ière Partie.

²⁰. Confronter notamment avec Mark Aarons et John Loftus J., *Des nazis au Vatican*, Paris, O. Orban, 1992, Christopher Simpson, *Blowback. America's recruitment of Nazis and its effects on the Cold War*, New York, Weidenfeld & Nicolson, 1988, chapitre 13 (« Ratlines »), et mon ouvrage, *Le Vatican, l'Europe et le Reich*, chapitres 10 et 11.

Un des principaux chefs de cette « filière des rats » fut un autre vieil élu de Pacelli et du Reich, Stepinac : ce Croate, atout maître de Berlin en Croatie depuis les années vingt, fut dans la décennie suivante, après une formation à l'institut *Germanicum* de Rome, autre vivier clérical austro-allemand de l'Anschluss et de la conquête de l'Est, renvoyé à Zagreb, dont il devint archevêque en 1937. Ce choix, auquel s'associa Pacelli, fut effectué contre un autre prélat oustachi, aussi dévoué à la destruction de la Yougoslavie et aussi violemment anti-serbe et antisémite, mais au passé trop « italien », Johannes Saric. Stepinac n'apparaît dans le décor qu'en 1941, sous un jour, il est vrai, clair sur sa complicité avec les massacreurs de juifs et de Serbes : son seul souci apparaîtrait que les massacres, dont il n'ignore rien – et qu'en réalité il ordonne et couvre –, soient connus par les révélations de fonctionnaires trop bavards (p. 319-321). Mais Cornwell ne sait pas que Stepinac, placé à Zagreb avant-guerre pour achever la Yougoslavie, gouverneur de la Croatie depuis 1939 et garant en ces lieux de l'« influence nazie », fut aussi l'exécutant du décret *vatican*, immédiatement consécutif à l'entrée en avril 1941 des forces d'invasion, de conversion forcée des Serbes : contresigné par le Français Tisserant (secrétaire de la Congrégation orientale), ce décret d'Inquisition fournit, ceux qui refusaient la conversion étant tués aussitôt – l'occasion de nombreux massacres collectifs, vastes cérémonies *catholiques* publiques dont les diplomates français entendaient encore des récits, de source *cléricale*, en pleine Guerre froide.

Du côté américain, second volet des priorités vaticanes, Spellman surgit en 1936, présenté comme « un ancien bureaucrate du Vatican, très énergique, très efficace et très ambitieux » (p. 222). Ce leader du camp « germano (ou irlandais)-américain » au sein de l'épiscopat américain, ami de Pacelli depuis les années vingt, méritait mieux; de même que son organisation, « Les Chevaliers de Colomb », justement présentée p. 414 comme « une association catholique » soutenant fermement « la croisade anticommuniste de McCarthy » : Spellman, conseiller financier du riche diocèse de Boston, devenu dès l'entre-deux-guerres le chef du renseignement américain à la Curie, faisait depuis 1925 à Rome même « couler le pactole » (expression du diplomate français de Fontenay), les fonds de cette organisation intégriste et germanophile (née avant 1914). Quant au père Coughlin, pro-nazi chantant sur les ondes les louanges du Reich *sur mandat romain*, J. Cornwell croit qu'il renonça au prêche à l'occasion du voyage de novembre 1936 auquel la Curie délégua Pacelli pour réamorcer le flux des dollars que sa politique européenne, en Italie et Espagne notamment, tendait à tarir. Mais l'interdiction du prêche par Pacelli venu séduire Roosevelt et exalter leur collaboration dans la lutte anti-rouge (dans l'arrière-cour d'Amérique centrale, par exemple) ne dura guère plus que ce voyage, venu resserrer les liens entre la Curie et les « Germano-Américains » (ou « Irlando-Américains ») les plus hostiles à l'ancienne triple Entente. Coughlin continua donc comme devant de mobiliser les catholiques américains contre les juifs et les rouges, et en faveur du Grand Reich.

Quant à Enrico Galeazzi, ce n'est pas par hasard qu'il fut compagnon du voyage américain de 1936, mention faite sans commentaire (p. 222). Cet architecte officiel du Vatican (p. 252) tenait avec Spellman depuis les années 20 les cordons de la bourse américaine, les inépuisables dollars des « Chevaliers de Colomb » : il fut avec le prélat américain l'homme clé des rapports financiers et du renseignement vaticano-américains; il figura, auprès de Nogara, maître des finances pontificales germaniques dès avant 1914, au rang de chef de cet organisme bancaire de premier plan que constitue le Saint-Siège. Le riche Joseph Kennedy (père du futur président des États-Unis) fut le très précoce pourvoyeur avec d'autres riches catholiques ultras américains (d'origine allemande ou irlandaise) des dollars de la même association. Cet ambassadeur de Roosevelt à Londres à la fin des années trente, soutien notoire de l'Allemagne nazie, était assez intime de Pacelli pour que celui-ci lui confiât en avril 1938 son seul souci concernant les nazis : les tendances gauchistes « des bolcheviques et des nouveaux païens qui surgissent parmi les « jeunes générations “aryennes” ». Kennedy ne surgit chez Cornwell qu'au couronnement du nouveau pape (p. 267), qui occupe plusieurs pages (266-270). On pourrait encore allonger la liste...

Sur Pacelli, Cornwell n'apporte sans doute rien de neuf à qui connaît le dossier. Mais la littérature hagiographique française l'ayant fait oublier à nos concitoyens, le rappel est utile : sa fuite du Munich en proie à l'agitation révolutionnaire (contre la légende de sa résistance de fer aux révolutionnaires venus à la nonciature); son antisémitisme morbide, établissant la confusion, propre au camp réactionnaire du temps en général, au pangermanisme en particulier, entre juif et révolutionnaire (95 sq.); son rôle majeur en faveur de l'alliance du Zentrum catholique allemand avec le NSAP; sa volonté d'alliance à tout prix avec Hitler, sanctionnée par le Concordat du Reich de juillet 1933; ses

pressions sur la Pologne pour en obtenir, à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, la cession volontaire de ses territoires au Reich, et son projet annoncé en mai 1939 d'une « conférence de la paix » (p. 280-292) dans laquelle les Anglais virent « un second Munich »; son statut de vieil « ami de la Croatie », avant et pendant la guerre, amitié aucunement troublée par les massacres à échelle industrielle de Serbes et juifs dont, à la différence de sa principale source, Falconi, Cornwell suggère que le pape et les siens auraient pu ne pas être « au courant » au début (chapitre 14); son obsession de « protéger Rome », contrastant avec son silence de plomb sur les victimes de l'Axe (chapitre 16, « Pacelli et l'holocauste »); son éminente contribution à la chasse aux sorcières communistes de l'après-guerre, dont la préparation et le succès des élections d'avril 1948 constituèrent le temps fort (chapitre 8, « Le sauveur de Rome » : l'assaut fut mené grâce aux fonds déversés par les Américains dans de multiples « caisses noires », avec l'inévitable Spellman, qui depuis plus de vingt ans « draina[i]t vers le Vatican d'épaisses liasses de dollars » (expression du Français Blesson, en octobre 1943); elle eut pour chefs « laïcs » d'anciens fascistes avérés, tel le Dr Luigi Gedda : Pacelli avait nommé cet ancien « Chemise noire » et président de l'AC des Jeunes sous le fascisme président de l'Action catholique (aux côtés de son « président général » Veronese), puis président de l'Association des hommes catholiques», chargée de la reconstitution des « Internationales catholiques » truffées de « réfugiés », anciens collaborateurs de haut rang, souvent criminels de guerre avérés, de l'Europe occupée par l'Axe; les publications antisémites de l'ère mussolinienne de ce héraut de l'anti-bolchevisme étaient devenues « introuvables » à l'ère américaine (notamment « un article (...) [affirmant] que le Christ n'est pas de race juive »²¹). Lourd passé fasciste que Cornwell semble ignorer.

L'auteur dresse du « pion dans le jeu de Hitler », du « pape de Hitler », du « pape idéal pour la Solution finale [, qui] se doublait d'un hypocrite » (373-374) un portrait sévère et argumenté. Même s'il se nuance parfois d'indulgence – les références répétées, sincères ou non, au « saint homme », à son charisme, à la profondeur de sa foi, etc. (voir surtout le chapitre 15) – et d'inexactitudes accréditant la thèse du primat « religieux » de Pacelli démenti par la correspondance originale : Cornwell affirme ainsi à plusieurs reprises que le nonce puis secrétaire d'État tenait dur comme fer à inscrire dans le concordat prévu avec le Reich les « droits catholiques » et autres « avantages pour l'Église », scolaires notamment, et qu'il alla pour obtenir satisfaction jusqu'au chantage territorial (la définition des frontières, notamment celles de la Sarre) vis à vis de ses interlocuteurs allemands (p. 120-121, 126-127, et tout le chapitre 5, « Pacelli et Weimar »); il admet d'ailleurs qu'il n'obtint pas grand chose en Prusse (p. 133). Or Stehlin, que Cornwell cite dans sa bibliographie, et moi-même avons montré que Pacelli, *comme tout ce qui comptait à la Curie*, ne toucha jamais au tabou des frontières allemandes et ne revint jamais sur son veto contre l'Europe de Versailles qu'il combattait auprès de Berlin depuis la défaite : Pacelli se contenta de néant sur l'« école confessionnelle » dans le concordat prussien de 1929; il ne pratiqua *jamais* vis à vis des Allemands le chantage dont il usait vis à vis des nations ennemies : l'Altreich (le territoire des frontières de 1918) s'apparentait pour lui au sacré, comme le territoire que Berlin allait conquérir en tant que légataire universel de l'empire austro-hongrois mort. La vigueur de la défense de « droits catholiques » illimités au point de menacer la survie nationale des nations ennemies était proportionnelle à l'inimitié que leur vouait le Saint-Siège, et pas Pacelli seul. Quant au contenu du Concordat, la correspondance diplomatique allemande et française atteste que le nonce Pacelli s'était, pour citer la formule utilisée au début des années 1920 par Hermann Pünder, secrétaire d'État à la chancellerie, montré « plus soucieux de conclure [avec le Reich] un accord en tant que tel que préoccupé de son contenu » : nonce, puis secrétaire d'état, il ne rêvait que d'un grand accord officiel avec le Reich, laissant à celui-ci le choix de son contenu, comme le montre, après le cas prussien, l'accord finalement conclu en juillet 1933. Dans les années suivantes, le Vatican et l'épiscopat allemand allèrent jusqu'à cautionner, une vraie première, la laïcisation de l'école et de l'État conduite par le régime nazi²².

²¹. Lettre n° 113 de Maritain, ambassadeur au Saint-Siège, 2 avril 1948, *Saint-Siège 1944-1960*, vol. 9, Saint-Siège, politique extérieure, janvier 1947-mai 1948, MAE

²². Sur l'avant 33, Stewart A. Stehlin, *Weimar and the Vatican 1919-1933, German-Vatican Diplomatic Relations in the Interwar Years*, Princeton, Princeton University Press, 1983, chapitre 7 (citation, p. 415) ; sur Weimar et l'après 33, *Le Vatican, l'Europe et le Reich*, chapitres 4 et 7 ; sur la comparaison avec les autres nations haïes, chapitre 5 et 6 , et *passim* (voir l'index.).

La thèse de l'opposition signifiée par le secrétaire d'état Pacelli et son pape au cardinal-archevêque de Vienne Innitzer, en raison de ses dithyrambes nazis et de son accueil triomphal de Hitler au lendemain de l'Anschluss (254 sq.), ne s'appuie sur aucune source, et pour cause : Innitzer, Allemand des Sudètes affecté par Pie XI et Pacelli, après la mort en 1929 du fidèle Seipel, à la conquête rapide non seulement de l'Autriche mais de la victime tchécoslovaque, et grand protecteur de Hudal, fut nommé archevêque en novembre 1932 et hissé à la pourpre en février 1933 : hommage était ainsi rendu à la mission cruciale d'un prélat qui obéit au Vatican dans l'ensemble de sa glorieuse carrière, année 1938 incluse. L'épisode de la fâcherie avec Rome d'avril 1938 relève de la pure intoxication : c'est à dire des mensonges contés par Pie XI et son secrétaire d'État aux représentants des nations alliées venus poser des questions sur l'adhésion tapageuse à l'Anschluss de l'Église autrichienne, connue comme la plus ultramontaine du monde. Les développements sur la participation du pape Pacelli – et son alter ego Kaas, pivot de l'alliance hitlérienne, comme le montre souvent l'auteur – à un complot contre Hitler (296 sq.) imputé à la « haine pour » ce dernier (p. 302) ne tiennent pas debout. Les prétendues révélations sur le plan nazi de son enlèvement, puisées au témoignage intéressé d'après-guerre du nazi prétendument chargé de l'opération, Otto Wolf, ne convainquent pas davantage (p. 391-393)²³ : l'auteur prête grand intérêt à un bobard tardif de la guerre, une rumeur de déportation du pape à Vienne, occasion d'« intrigues religieuses » des élites catholiques empressées à y faire barrage, agitation mondaine qui leur servit après coup de certificat de « résistance »²⁴.

Que Cornwell ait emprunté son portrait de Pacelli à d'autres historiens ne change rien à l'affaire. Ce catholique plus prudent et respectueux qu'il ne semble a lâché un personnage indéfendable pour peu qu'on se donne la peine de consulter trente-cinq ans de bibliographie, mais en s'efforçant de sauver l'institution : il érige Pie XII en personnage isolé, faisant tache au milieu des autres chefs du catholicisme. Cette concession accordée tant au reste de la Curie qu'au catholicisme allemand constitue la plus grande faiblesse de l'ouvrage. Cornwell dresse en effet de Pie XI, pape presque aussi « allemand » que son serviteur et successeur – les Polonais qui le fréquentaient dans sa mission germano-polonaise de l'immédiat après-guerre s'en plaignaient amèrement –, le tableau classique d'un résistant au fascisme et au nazisme. Il impute la célèbre encyclique de juillet 1931 « *Non abbiamo bisogno* » à une « farouche dénonciation du gouvernement fasciste » (p. 158) : elle reflétait simplement des rivalités, vite résolues en un nouveau compromis, entre les deux prétendants à l'hégémonie sur les masses italiennes, le régime fasciste, allié de l'Église, et l'Action catholique, instrument de la Curie qui ne fut jamais un « inoffensif et apolitique mouvement », mais l'ennemi mortel des États haïs, manié avec une efficacité redoutable. On retrouve aussi l'analyse courante et erronée de l'encyclique de mars 1937 *Mit brennender Sorge* « anti-nazie », assortie de l'erreur aussi répandue d'une publication antérieure à l'encyclique anticommuniste *Divini redemptoris*²⁵. Au contraire de ce que prétend l'auteur, ce texte ne « parlait [pas] haut et fort » (p. 230) contre le régime hitlérien : comme le rapporta un spécialiste, l'ambassadeur d'Allemagne au Vatican (depuis 1920) von Bergen, il visait à protéger la Curie de l'accusation logique, de la part des pays situés hors de l'Axe, de sa collusion corps et biens auprès de ce camp. Pie XI ne fut pas davantage le protecteur des juifs, légende ici reprise : de plaisants propos tenus à des pèlerins belges, complaisamment diffusés, sur l'identité sémite de tous les chrétiens masquèrent habilement son lâchage total des juifs italiens en août-septembre 1938, lorsque l'État fasciste aligné sur Berlin adopta une législation antisémite qui entre autres annulait le mariage entre « aryens » et juifs (alors que le Concordat italien avait donné force de loi au mariage religieux, obligatoire). Sa célèbre absence de Rome, le 4 mai 1938, jour de la visite de Hitler à Rome, ne fut pas due à l'anti-nazisme (p. 284) mais, comme le câbla Charles-Roux au Quai d'Orsay, à l'immense dépit « de n'avoir pas été sollicité de recevoir Hitler ». Cornwell admet

²³. Sur Innitzer, *ibid.*, voir l'index (et surtout, chapitres 4 et 8) ; sur l'épisode d'avril 1938, p. 308-310.

²⁴. ZAC/7/36800, information de janvier 1944 reçue par le BCRA le 6 mai 1944, F1 a, vol. 3784, SCDD, juifs, Église catholique, Archives nationales.

²⁵. La question du sens et des dates de *Mit brennender Sorge* est tranchée par les archives françaises et allemandes, *Le Vatican, l'Europe et le Reich*, p. 280-284.

d'ailleurs que la prétendue « encyclique perdue » (p. 237 sq.) forgée en 1938 par Ledochowski était franchement antisémite ²⁶.

L'auteur impute enfin à Pacelli (et à son alter ego Kaas, que le nonce avait aidé à se hisser à la tête du Zentrum en 1927-28) la responsabilité du ralliement à l'hitlérisme de l'épiscopat allemand, qui aurait encore été en mars 1933 « pour l'essentiel plus hostile à Hitler que jamais » (p. 171, et tout le chapitre 8). C'est oublier dans quelles conditions se faisait la nomination des prélats, que Cornwell présente de façon irénique à propos de la succession de von Hartmann à Cologne en 1920 : au contraire de la situation caractérisant les pays ennemis, où Rome choisissait seule, *contre* la nation concernée, c'est Berlin qui choisissait ses prélats, la Curie en général, le nonce Pacelli en particulier, veillant à ne pas lui infliger la moindre peine. Plusieurs priorités étaient en jeu, dont la principale, jugée vitale aux « marches » du Reich, consistait à récupérer les territoires lâchés à Versailles (Alsace-Lorraine comprise). C'est donc de concert avec les représentants du Reich que, nonce puis secrétaire d'État, Pacelli choisit les hommes considérés comme les plus efficaces : à l'Ouest, contre l'occupant français et belge (mission dévolue en premier lieu au titulaire de Cologne, von Hartmann, jusqu'en décembre 1919, et depuis janvier 1920, à Schulte, « ancien aviateur de guerre »); à l'Est, contre la Pologne (mission de Bertram, qui n'était pas évêque de Berlin, comme l'écrit Cornwell ²⁷, mais de Breslau, fer de lance silésien contre l'Est polonais). Les critères du choix étaient simples : pangermanisme à tous les sens du terme et virulence anti-rouge. Dès les années vingt, les protégés de la Curie et des éléments les plus réactionnaires de Berlin (le SPD abandonnant le dossier aux élites traditionnelles avec lesquelles il s'était allié à la chute de l'empire) protégeaient volontiers les nazis, jugés les plus dynamiques contre les occupants de l'ouest et de l'est : un des élus de Pacelli, Bornewasser, évêque de Trèves depuis 1922, et clé de la récupération de la Sarre, réussit à l'aube de l'ère hitlérienne à porter à la tête du Zentrum catholique l'abbé Bungarten, nazi de la première heure qu'il avait soustrait dès le début de sa mission aux curiosités françaises; son élu de juin 1932, le fameux « évêque brun » de Friburg, Konrad Gröber, fut aussitôt chargé par le tandem Berlin-Rome de casser la coalition weimarienne du Land de Bade, en en chassant le SPD pourtant si compréhensif, grâce à un concordat bricolé « en dix jours » sur ordre de Pacelli : astucieuse préfiguration de l'opération de janvier 1933. Il suffit de lire Gunther Lewy et Gordon Zahn, ce que Cornwell a pourtant fait, pour ne pas dresser l'épiscopat allemand en « résistant à Hitler », ce qu'il ne fut jamais, même avant le ralliement officiel du printemps 1933. En accablant le seul Pacelli, flanqué de son homme à tout faire Kaas, incarnation du triomphe de la droite extrême au sein du Zentrum, il atténue la responsabilité *écrasante* du catholicisme allemand dans la venue et le maintien de Hitler au pouvoir. Brüning n'échappa pas à la règle. Certes, il détestait le nonce, qui le lui rendait bien, mais il n'avait pas besoin de ses ordres pour se rallier à l'idée, née en même temps que la République acceptée par force en 1918-19, de renouer avec l'alliance sans exclusive des droites allemandes, *toute* force de gauche exclue; et pour conduire pendant la Crise une « politique [patronale] du pire » contre le salaire ouvrier et contre les réparations qui menait droit à la solution de janvier 1933 ²⁸. Après la poussée électorale nazie du 14 septembre 1930 et l'affaiblissement de la droite classique – si proche de

²⁶. Comparer l'argumentaire de J. Cornwell et de G. Passelecq et B. Suchecky, *L'encyclique cachée de Pie XI*, Paris, La Découverte, 1995, au contenu des archives françaises et allemandes, *Le Vatican, l'Europe et le Reich*, chapitres 3, 4 et 7 notamment, et mon article, « Le Vatican, de l'antisémitisme des années trente au sauvetage-recyclage des bourreaux », *Golias*, n° 47, mai 1996, p. 72-89.

²⁷. Je n'épiloguerai pas sur quelques erreurs factuelles, comme l'ignorance vraisemblable de la date de la mort d'Ebert et de l'élection de son successeur von Hindenburg (février et avril 1925), p. 136, ou l'assassinat de Dollfuss, complice des nazis dans la mise au point de l'Anschluss, ce qui ne les empêcha pas de le liquider, non pas le 25 juin mais le 19 juillet (p. 211).

²⁸. Intense débat historiographique allemand ouvert, au tournant de 1979, entre l'avocat de Brüning, Knut Borchardt, « Zwangslagen und Handlungsspielräume in der grossen Wirtschaftskrise der frühen dreissiger Jahre. Zur Revision des überlieferten Geschichtsbildes », *Jahrbuch der Bayerischen Akademie der Wissenschaften*, 1979, p. 85-132, et *Wachstum, Krisen und Handlungsspielräume in der grossen Wirtschaftspolitik*, Göttingen, 1982 ; et le destructeur du mythe Brüning, Carl Ludwig Holtferich, « Alternativen zu Brünings Wirtschaftspolitik in der Weltwirtschaftskrise », *Historische Zeitschrift* n° 235, 1982, p. 605-641, et « Zu hohe Löhne in der Weimarer Republik? Bemerkungen zu Borchardt-These », *Geschichte und Gesellschaft*, 1983, n° 10, p. 122-141 ; présentation du débat, ensuite poursuivi, Annie Lacroix-Riz, *Industrialisation et sociétés (1880-1970). L'Allemagne*, Paris, Ellipses, 1997, p. 56-63.

l'extrême droite par tous les thèmes, intérieurs et extérieurs –, l'affaire ne fut plus qu'une question de temps. Pacelli y mit du zèle, à coup sûr; il contribua à enterrer le Zentrum, parti dont les chefs, ralliés comme un seul homme à Hitler, n'auraient plus besoin avant la défaite du printemps 1945 (époque à laquelle *les mêmes*, Kaas et le cardinal archevêque de Munich et vieil ami de Pacelli, von Faulhaber, en tête, le reconstituèrent en compagnie de l'occupant américain, tâche entamée avant la capitulation avec le chef de l'OSS à Berne, Allen Dulles, frère de Foster ²⁹). Mais le terrain était aisé, et le pangermaniste Pacelli ne pervertit pas seul un catholicisme allemand naïf et berné. Jusqu'aux élections de mars 1933, celui-ci, écrit Cornwell, « représentait encore un imposant électorat démocrate et indépendant » (p. 170) : la « résistance » électorale du Zentrum, plus durable que celle de la droite luthérienne effondrée, masquait à peine la profondeur du consensus entre le parti de Kaas et von Papen et le nazisme, nouvel habillage du pangermanisme wilhelminien : haine de la démocratie, haine des juifs, haine de Versailles et expansionnisme cimentaient une alliance qui ne fut brusque qu'en apparence. À l'inverse de ce que postule Cornwell pour l'après janvier 1933, l'épiscopat montra une stupéfiante docilité *de fait* de face à la nazification-laïcisation impliquant contrôle étatique sur la jeunesse, de l'école à toutes les formes d'organisation, et mise à l'écart des tuteurs religieux : l'Église catholique allemande accepta de bon cœur et vite de borner son action, comme le lui demandait Hitler, au « soutien religieux » indispensable au « soldat qui pendant trois ou quatre jours est soumis à un bombardement intense ».

Von Hindenburg aurait « résisté » à Hitler, auquel il aurait « reproch[é...] de mépriser la constitution » (p. 164). Remarque comique concernant ce symbole du militarisme et du pangermanisme, d'ailleurs chéri du Vatican, qui fit avec la droite du Zentrum voter pour lui aux présidentielles de 1925, contre le candidat officiel du parti catholique, Marx : le maréchal haïssait les « politiciens » de Weimar (socialistes, démocrates, catholiques du Zentrum disposés à frayer avec les deux catégories précédentes) qui avaient sauvé l'armée en général, lui en particulier, de la responsabilité d'une défaite *militaire*, en la prenant sous leur bonnet ³⁰; il ne conquist la présidence du Reich en 1925 que pour préparer la mort de cette république si bonne fille contre ses ennemis de droite, n'appliquant sa constitution que dans ce qu'elle avait d'anti-démocratique : notamment son droit de dissoudre le Reichstag quasiment *ad libitum* et le fameux article 48 lui permettant de « suspendre les droits fondamentaux » et autorisant le chancelier à gouverner par décrets-lois, pratique transformée en routine par le prétendu opposant au nazisme Brüning. La tentative de sauver la réputation de von Weizsäcker est particulièrement choquante (chapitre 17, « les Juifs de Rome ») : l'ancien secrétaire d'État, personnage central de l'Auswärtiges Amt (Ministère des Affaires étrangères) avant et pendant l'ère hitlérienne, fut nommé ambassadeur à l'été 1943, non pour « encourager le maintien nombre-le Saint-Siège d'une stricte neutralité » (p. 377-8); mais pour négocier avec les Anglo-Saxons les meilleures conditions possibles de l'inéluctable défaite du Reich. Aucun document original ne fonde l'hypothèse qu'il tenta des pressions pour sauvetage des juifs ni même qu'il se livra à un « double jeu subtil (...) tout au long de la déportation » (p. 390) : son célèbre courrier final à Berlin sur la « liquidation » rapide et aisée de cette fâcheuse affaire et sur la parfaite discrétion maintenue par Pacelli sur « la déportation des Juifs de Rome », que cite Cornwell, balaie d'ailleurs sa thèse indulgente. Reconnaissons qu'il paraît ne pas y croire lui-même.

En revanche, il sacrifie vraiment aux tabous de l'institution en nous servant le refrain de l'église de l'Est martyrisée « sous la botte de Staline », sans omettre les louanges du cardinal archevêque de Budapest, Mindzenty, qui aurait été torturé et « drogué » par ses bourreaux, etc. (p. 415 sq.) Je renvoie le lecteur aux archives françaises des années de Guerre froide, qui balaient cette interprétation « romaine » de l'histoire du catholicisme dans la partie de l'Europe incluse dans la sphère d'influence soviétique d'après 1945; et qui font de l'Allemand Mindzenty, de son vrai nom

²⁹. Annie Lacroix-Riz, « Une "politique douce" précoce: Paris face à la politique allemande de Washington 1944-1945 », *revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 3, t. 38-3, juillet-septembre 1991, p. 428-461, « La dénazification politique de la zone américaine d'occupation en Allemagne vue par les Français (1945-1949) », *Vom "Erbfeind" zum "Erneuerer"*, *Aspekte und Motive der französischen Deutschlandpolitik nach dem Zweiten Weltkrieg*, éd. Stefan MARTENS (*Francia*), Thorbecke, Sigmaringen, 1993, p. 115-156, et *Le Vatican, l'Europe et le Reich*, chapitre 11.

³⁰. Sur ces points, Franz Fischer, *Les buts de guerre de l'Allemagne impériale 1914-1918*, Paris, Trévise, 1970, trad. de Griff nach der Weltmacht, 1961, et Gilbert Badia, *Les spartakistes. 1918 : l'Allemagne en révolution*, Paris, Julliard, 1966.

Pehm, un symbole de la stratégie romaine, désormais appuyée ouvertement sur les États-Unis (plus discrètement, mais à peine, sur l'héritier ouest-allemand du Reich) : le combat résolu contre l'Europe de Potsdam, simple continuation de celui mené contre celle de Versailles, au nom désormais, ce qui rendait la mission plus facile, de la croisade contre les vilains rouges athées et persécuteurs³¹.

Bref, cet ouvrage ne mérite pas l'indignité dont l'ont accablé les universitaires autoproclamés spécialistes exclusifs de l'« histoire religieuse ». Couverture à prétention « spirituelle » du refus d'étude sérieuse du Saint-Siège, institution politique et financière dont les liens avec l'évangile relèvent, selon Wladimir d'Ormesson, du mythe : l'examen des « rouages du Vatican » avait montré à ce quasi ambassadeur de la III^{ème} République puis de Pétain, entre le printemps et l'automne 1940, et véritable ambassadeur pendant la Guerre froide, « à quel point l'idée chrétienne est une chose et l'administration de l'Église une autre »; « l'on rencontre peu d'“humanité” au Saint-Siège »³². Pacelli, « le pape » sans « humanité » de Hitler », fut le représentant zélé de cette institution, pas son mouton noir. On comprend aisément que Jean-Paul II, dont le polonisme affiché masque mal le constant soutien du Grand Reich et que Pacelli promu après-guerre à Cracovie pour ce motif, brûle de canoniser son prédécesseur et maître³³.

³¹. *Le Vatican, l'Europe et le Reich*, chapitres 10 et 11.

³². Rapport final de d'Ormesson, 28 octobre 1940, Alger CFNL, vol. 1373, archives du Quai d'Orsay (cité, *ibid.*, p. 403).

³³. Annie Lacroix-Riz, « Le sens “polonais” du pontificat de Karol Wojtyla », *Golias*, n° 50, septembre-octobre 1996, p. 61-75 ; et « Le Vatican et la Pologne entre alliance catholique antirusse et haine de la Première Guerre mondiale à la fin des années 1950 », communication au colloque « La Pologne et l'Europe occidentale du Moyen Âge à nos jours », Paris, université Paris 7, 28-29 octobre 1999, *Actes* à paraître.